

Lors des élections fédérales allemandes du 26 septembre dernier, le parti de la gauche radicale Die Linke est pour la première fois passé sous la barre des 5 %. Pour se remettre de cette déroute électorale, Die Linke doit aller au-delà de son rôle de défenseur de nobles causes et définir de qui il entend porter la voix.

Inutile de se voiler la face : le résultat des élections fédérales a été un désastre pour la gauche. Passant de 9,2 % à 4,9 %, le score de Die Linke a presque été divisé par deux par rapport au précédent scrutin fédéral de 2017. Pire encore, le parti a enregistré ses plus grosses pertes dans ses bastions traditionnels de l'Est, où il a obtenu le plus faible résultat de son histoire, soit une moyenne de 10,1 % dans les cinq régions (Länder) de l'Est. Quinze ans après [la fusion du Parti du socialisme démocratique \(PDS\) est-allemand \(héritier du SED, l'ancien parti au pouvoir de la RDA\) avec le WASG \(Alternative électorale pour la justice sociale\)](#), issu d'une scission des sociaux-démocrates du SPD, l'avenir de Die Linke en tant que parti viable et force dirigeante de la gauche européenne ne tient plus qu'à un fil.

Les signes annonciateurs d'une défaite cuisante se sont multipliés depuis plusieurs années. En 2019, Die Linke n'a obtenu que 5,5 % aux élections du Parlement européen – contre 7,4 % en 2014 – et a essuyé des pertes importantes dans pratiquement toutes les élections régionales qui se sont tenues depuis cette date. Néanmoins, avec des sondages plaçant le parti à 6 ou 7 %, peu s'attendaient à un coup aussi dur que le résultat du 26 septembre. Dans les jours qui ont suivi, les dirigeants du parti se sont efforcés d'offrir une explication plausible à la défaite, soulignant la profondeur de la crise de Die Linke et l'absence d'une voie claire pour en sortir.

Le fait de réaliser que quelques milliers de voix en moins auraient signifié la fin du groupe parlementaire de Die Linke – une ressource cruciale non seulement de visibilité sur la scène politique mais aussi de fonds publics – a relancé les débats internes que les dirigeants avaient cherché à étouffer pendant la campagne. Échouant à atteindre le seuil des 5 %, le parti ne doit en effet la survie de son groupe parlementaire qu'à une disposition de la loi électorale qui permet de contourner l'écueil si le parti remporte au moins trois circonscriptions par le scrutin direct. Tout porte cependant à croire qu'au lieu d'encourager une clarification politique, ce nouveau coup dur ne fera qu'approfondir les divisions qui affectent Die Linke depuis près d'une décennie.

Qu'est-ce qui n'a pas marché ?

Dès l'annonce des premiers sondages de sortie des urnes le soir du 26 septembre, la plupart des dirigeants du parti ont souligné que le résultat décevant n'était pas dû – du moins pas en premier lieu – à la campagne de Die Linke, mais à des circonstances objectives et à des problèmes plus profonds. Après tout, cela ne fait que sept mois que [Janine Wissler et Susanne Hennig-Wellsow](#) ont été élues coprésidentes, promettant un nouveau départ après près de neuf ans passés sous une direction qui a vu le parti stagner dans les sondages, tandis que le nombre de ses membres diminuait progressivement – en grande partie en raison de la mortalité naturelle qui touche la base vieillissante du parti dans les Länder de l'ex-RDA.

Au début de son mandat, Susanne Hennig-Wellsow a fait deux apparitions maladroites dans des talk-shows, au cours desquelles elle semblait peu au fait des aspects précis de la

politique gouvernementale et avait du mal à expliquer ce qui distinguait Die Linke de ses concurrents politiques. En réponse, le parti a choisi Janine Wissler comme tête de liste, aux côtés de Dietmar Bartsch, un pilier du PDS qui avait partagé en 2017 la tête d'affiche avec Sahra Wagenknecht, alors coprésidente du groupe parlementaire du parti. Tous deux ont mené campagne tambour battant, visitant près de cinquante villes en moins d'un mois, et ont fait de bonnes prestations dans les médias. Contrairement aux Verts et aux chrétiens-démocrates, les candidats de Die Linke ont évité les gaffes et les révélations médiatiques embarrassantes. Wissler a réalisé plusieurs performances impressionnantes lors de débats télévisés avec d'autres petits partis.

Au niveau de la campagne de terrain, Die Linke a mis l'accent sur le porte-à-porte – toujours considéré comme une innovation dans la politique allemande – et a martelé les principaux thèmes de la justice sociale, tels que l'augmentation du salaire minimum, l'amélioration des conditions de travail des travailleurs sociaux et l'augmentation des impôts sur les riches. À Berlin, où le parti est en grande partie responsable de la tentative infructueuse de plafonnement des loyers l'année dernière, les militants ont présenté le vote comme [un « référendum sur les loyers »](#). Die Linke a également tenté de se présenter comme le parti écologiste le plus déterminé en exigeant la neutralité climatique d'ici 2035, six ans avant la date avancée par les Verts.

Il n'est donc pas exagéré de dire que la campagne n'était pas le vrai problème. Certes, elle n'avait rien de spectaculaire, mais elle n'était en aucun cas un désastre, faisant preuve d'une réelle cohérence pour un parti de la gauche radicale. Le matériel de campagne de Die Linke était, comme on pouvait s'y attendre, fade (le parti emploie la même agence depuis 2005, et cela se voit), mais il n'était pas pire – et même un peu meilleur – que celui de la dernière fois. Pour comprendre la situation actuelle du parti, il faut remonter plus loin.

L'exacerbation des divisions internes

L'explication dominante de la défaite, dans les rangs du parti, est que les électeurs ont tourné le dos à Die Linke en raison de ses querelles constantes, de son manque de cohérence et de l'incapacité à parler d'une voix unifiée. La plupart des reproches sont adressés à l'ancienne présidente du groupe parlementaire de Die Linke, Sahra Wagenknecht, qui a démissionné de ce poste en 2019 après une [querelle publique](#) de plusieurs années avec les anciens coprésidents du parti, Katja Kipping et Bernd Riexinger.

Après une courte trêve, Sahra Wagenknecht est repassée à l'attaque au printemps dernier avec son livre, [Die Selbstgerechten](#) (*Les égoïstes*), une confrontation de 300 pages avec ses adversaires politiques et ce qu'elle appelle « la gauche du *lifestyle* », celles et ceux pour qui être de gauche est une question de culture et de goût plutôt que d'intérêts matériels ou de classe.

Six mois après sa parution, le livre de Wagenknecht, qui figure toujours parmi les meilleures ventes d'essais en Allemagne, tente de se confronter, quoique de manière polémique, à l'impasse dans laquelle se trouve Die Linke. Ses arguments s'inspirent largement du [diagnostic de Thomas Piketty](#) sur une « gauche brahmanisée » et méritent d'être pris au sérieux – chose que, malheureusement, relativement peu de ses critiques ont fait. Cela dit, sa décision de présenter son livre plus ou moins explicitement contre son propre parti au cours d'une année électorale importante – et ses attaques contre les adversaires, parfois caricaturés, partisans des « politiques identitaires » – a suscité chez de

nombreux membres de Die Linke un sentiment de trahison, aggravé par le fait qu'elle n'a pris part effectivement à la campagne électorale qu'au cours des derniers mois.

Le fait que la figure la plus populaire de Die Linke ait passé une grande partie du début de l'année 2021 à attaquer le parti n'a certainement pas arrangé les choses pour celui-ci, et pourrait même l'avoir fait passer sous la barre des 5 %. Toutefois, même sans les attaques incessantes de Wagenknecht, Die Linke a du mal à présenter un front commun depuis près de dix ans maintenant. L'échec à franchir le seuil des 5 % lors des élections anticipées de 2012 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie a mis un terme à son ascension apparemment ininterrompue après 2005. Le parti s'est dès lors efforcé de définir son rôle dans le paysage politique allemand : est-il un parti protestataire voué à une opposition fondamentale ou un correctif de gauche des sociaux-démocrates ? Une plate-forme pour les Allemands de l'Est privés de leurs droits, ou d'un « parti des mouvements » orienté vers l'intelligentsia progressiste et les milieux activistes ?

Le dernier exemple de cette indécision permanente est apparu à la fin du mois d'août lorsque, au moment où l'Afghanistan tombait aux mains des Talibans, le Parlement fédéral a voté en faveur du déploiement militaire pour évacuer les citoyens allemands et certains employés du gouvernement de Kaboul. En tant que seul parti à s'être constamment opposé à la guerre en Afghanistan, Die Linke aurait dû être bien placé pour tirer parti du désastre en cours et réaffirmer son statut de seul parti anti-guerre crédible. Au lieu de cela, il a décidé de s'abstenir lors du vote – un compromis qui reflète les divisions entre ses députés, dont certains pensent que le parti devrait abandonner son opposition à l'OTAN afin d'être davantage en phase avec l'esprit du temps. Mais même ce compromis n'a pas tenu, puisque cinq députés de Die Linke ont voté en faveur du déploiement et sept contre. Aussi incroyable que cela puisse paraître, les Verts et les sociaux-démocrates ont réussi à utiliser cette situation pour détourner l'attention de leur complicité dans la guerre – et dépeindre Die Linke comme le parti qui a du sang sur les mains !

Un « non » unifié aurait sans aucun doute aliéné certains soutiens. Mais il aurait également polarisé l'électorat et renforcé le profil de Die Linke en tant que parti anti-establishment juste avant les élections. Toute perte parmi les électeurs de centre-gauche (qui semblent de toute façon avoir déserté le parti cette fois-ci) aurait probablement pu être compensée par l'obtention de votes de protestation à leur gauche. Cependant, même la décision de s'abstenir aurait pu être mieux communiquée si tous les députés avaient respecté la discipline du parti et parlé d'une seule voix. Au lieu de cela, même sur une question pour laquelle Die Linke a maintenu une position de principe depuis deux décennies, les divisions internes ont fini par marquer un but contre son camp à un moment crucial.

Des fondamentaux manquants

La mauvaise image publique et la discipline de parti défaillante sont des problèmes qui, du moins en théorie, auraient pu être résolus en engageant de nouvelles équipes de campagne ou en expulsant les députés non coopératifs comme Wagenknecht et ses partisans – comme [l'a demandé un groupe](#) autodésigné des « militants migrants » de Die Linke quelques jours après l'élection. En effet, le parti devra parler d'une seule voix à l'avenir s'il veut retrouver une audience politique. Une nouvelle image de marque ne ferait pas de mal non plus. Mais aucune de ces mesures ne s'attaque à la racine du problème : l'effondrement de la base sociale de Die Linke et son incapacité à en construire une

Au cours de la dernière décennie, le parti a connu un basculement dans la composition de son électorat. En 2009, lorsqu'il a obtenu un résultat inédit de 11,9 % aux élections fédérales, Die Linke a fait une campagne de type populiste et dénoncé vigoureusement l'ensemble de l'establishment politique. Cette stratégie a porté ses fruits : Die Linke a recueilli plus d'un quart des voix dans l'Est et a arraché un million de voix aux sociaux-démocrates dans l'Ouest. Selon les [sondages de sortie des urnes](#), il a obtenu 17 % des voix des syndicalistes et 25 % de celles des chômeurs. Porté par la crise financière et la crainte que les travailleurs finissent par renflouer les banques, Die Linke entre au Parlement sous la direction des charismatiques et populaires Gregor Gysi et Oskar Lafontaine.

Ces chiffres avaient déjà commencé à décliner lors de l'élection suivante, en 2013, et [les problèmes ont persisté en 2017](#), lorsque Bartsch et Wagenknecht se partageaient la tête d'affiche. Bien que le résultat global de Die Linke se soit légèrement amélioré par rapport à 2013, passant de 8,6 % à 9,2 %, il est passé pour la première fois sous la barre des 20 % dans l'Est, et n'a rassemblé que 12 % des syndicalistes et 11 % des chômeurs.

Alors qu'il perdait du terrain parmi sa base traditionnelle de l'Est, Die Linke a compensé ce recul en récupérant des électeurs plus jeunes dans les grandes villes et les villes universitaires, moins attirés par la rhétorique anti-establishment que par un ensemble de valeurs progressistes plus ou moins cohérentes. Les [sondages de sortie des urnes](#) suggèrent qu'en 2017, plus de 70 % des partisans de Die Linke ont voté pour le parti pour des raisons idéologiques. Ce sont ces milieux qui ont été le plus hostiles à Wagenknecht ces dernières années - et réciproquement.

La revanche du réel

Jusqu'à récemment, la direction de Die Linke semblait convaincue que cette recomposition de son électorat jouerait en sa faveur - ou du moins qu'elle lui éviterait une crise existentielle. Si le parti n'a pas réussi à entrer dans la plupart des parlements des Länder d'Allemagne de l'Ouest, il a consolidé quelques bastions, notamment à Berlin, et, grâce à sa base dans l'Est du pays, qui s'amenuise mais reste importante, il semblait en mesure de se maintenir au Parlement fédéral dans un avenir prévisible. L'erreur de ce calcul est apparue au grand jour le 26 septembre, lorsque les résultats de Die Linke à l'Est ont plongé à des niveaux sans précédent et que nombre de ses points d'appui à l'Ouest se sont effondrés.

Les [sondages de sortie des urnes](#) donnent quelques indices sur l'origine de ces pertes. Au-delà de ses problèmes dans l'Est - qui peuvent être mis sur le compte d'une combinaison de la disparition biologique des militant.e.s de base (de l'ordre de 250 000 depuis 2017) et de la perte de son rôle protestataire au profit du parti d'extrême-droite Alternative für Deutschland (AfD) - plus d'un demi-million d'électeurs de Die Linke de 2017 ne sont pas allés voter cette année. Il est impossible de dire pourquoi exactement ils et elles sont restés à la maison, mais le fait que 70 % des électeurs (et 46 % des soutiens de Die Linke) ont déclaré qu'ils pensaient que le parti n'avait plus de dirigeants compétents y est probablement pour quelque chose.

Alors, qui est resté fidèle au parti ? Une analyse par catégorie sociale révèle que Die Linke n'a obtenu le soutien que de 6 % des syndiqués, de 5 % des ouvriers et de 3 % des

électeurs sans diplôme universitaire – ce qui suggère que les pertes les plus lourdes ont été enregistrées parmi les couches populaires et défavorisées. Les chances que ces électeurs aient abandonné le parti parce qu'ils étaient mécontents de l'opposition de Wagenknecht à l'ouverture des frontières et à l'écriture inclusive – pratiquement un dogme dans certains secteurs du parti – sont pour le moins faibles.

Pendant ce temps, des centaines de milliers d'électeurs de Die Linke ont fait défection vers les sociaux-démocrates (820 000) et les Verts (610 000). Alors que le candidat du SPD, Olaf Scholz, continuait de grimper dans les sondages et que les chrétiens-démocrates plongeaient à des niveaux impensables, Die Linke a tenté de se positionner comme la seule garantie contre une coalition de type « feu tricolore » entre le SPD, les Verts et les néolibéraux du FDP. L'argument principal du parti était le suivant : si les électeurs voulaient que les sociaux-démocrates alliés aux Verts gouvernent, ils devaient soutenir Die Linke.

Le PDS avait tenté une stratégie similaire lors des élections de 2002 – soit dit en passant, la dernière fois en date qu'un parti de gauche radicale n'ait pas réussi à franchir le seuil des 5 % aux élections fédérales allemandes. Cette fois encore, il semble que peu d'électeurs aient été réceptifs à ce message. Après tout, avec un SPD qui adopte un langage de gauche et des Verts qui semblent bien placés pour faire passer au moins une partie de leur programme climatique, pourquoi risquer de gaspiller des voix pour un parti avec lequel, de toute façon, personne d'autre ne veut gouverner ?

Pas de raccourcis

Dès que les résultats ont commencé à tomber, Sahra Wagenknecht a pris l'antenne pour les citer comme une preuve supplémentaire que Die Linke, en se concentrant sur les milieux urbains et éduqués, s'était éloigné de sa base traditionnelle. Ses opposants, regroupés au sein d'une tendance connue sous le nom de « Gauche de Mouvement », ont riposté en faisant valoir des gains marginaux dans des quartiers de Berlin comme Kreuzberg et Neukölln, ou le succès du référendum pour nationaliser le plus grand propriétaire foncier de la capitale, preuve que, selon eux, le problème n'était pas trop de militantisme dans les grandes villes, mais pas assez.

Ces deux récits semblent aussi peu convaincants l'un que l'autre. Après tout, Wagenknecht et ses partisans ont dû faire face à des résultats tout aussi décevants dans leur propre bastion de Rhénanie-du-Nord-Westphalie – ce qui suggère que les problèmes du parti sont plus profonds que le fait d'avoir trop de visages de candidats diplômés sur les bulletins de vote. Entre-temps, les appels passionnés à une « politique de classe connective » portée par l'activisme de la base ne sont pas aussi nouveaux que le laisse entendre la rhétorique des « mouvementistes ».

En réalité, les mouvementistes dirigent le « Département du programme et de la stratégie » du parti depuis près de dix ans et sont de plus en plus présents dans presque toutes les instances du parti. Ils ont eu d'innombrables occasions d'enrayer le déclin continu de Die Linke, mais leur approche privilégiée semble avoir rencontré peu d'écho en dehors des petits groupes de militants préexistants – apparemment le seul milieu dans lequel le soutien du parti a augmenté ces dernières années.

La plus grande limite de la « politique de classe connective » est sa surestimation fondamentale de la force et du radicalisme des « mouvements » qu'elle cherche à

représenter. Prenons l'exemple des « Vendredis pour l'avenir », les grèves scolaires et marches pour le climat inspirées par Greta Thunberg, dont Die Linke cherche à s'attirer les faveurs depuis deux ans et que de nombreux membres du parti considèrent comme représentant son avenir politique. Les manifestations ont été importantes et impressionnantes, mais les recherches suggèrent qu'elles restent en grande majorité [le fait des jeunes des classes moyennes et supérieures](#).

Il n'est donc pas surprenant que les deux partis les plus influents parmi les personnes ayant voté pour la première fois le 26 septembre soient les (néo)libéraux du FDP et les Verts, Die Linke n'arrivant qu'en avant-dernière position, juste devant l'AfD. Il semble que le fait d'exiger une action climatique ne corresponde pas nécessairement à un vote pour un parti de la gauche radicale. Et pourquoi le serait-il ? Reconnaître que le changement climatique représente une menace existentielle pour l'humanité ne va pas automatiquement à l'encontre des intérêts de classe et matériels dominants. De nombreux jeunes qui descendent dans la rue pour protester contre le changement climatique sont peut-être autant motivés par des préoccupations concernant leur propre prospérité future que par une quelconque impulsion égalitaire. Le plus probable est que la réalité se situe quelque part entre les deux.

La campagne visant à socialiser le plus grand propriétaire foncier de Berlin, Deutsche Wohnen & Co. Enteignen, semble offrir des perspectives plus prometteuses : après tout, elle a obtenu plus d'un million de voix pour l'expropriation d'une grande entreprise (soit une majorité de 56%). Pourtant, malgré cette victoire impressionnante et le rôle prépondérant de Die Linke dans la campagne, elle n'a pas réussi à se traduire par des résultats électoraux plus élevés. Seul un quart des Berlinoises qui ont voté pour l'expropriation ont également voté pour le seul parti qui soutenait cette même mesure. Les Berlinoises soutiennent manifestement le logement public, mais ils sont encore loin d'adhérer à un programme politique socialiste – et encore moins prêts à se battre pour lui. Peut-être en partie parce que, même à son apogée, la campagne n'a impliqué que quelques milliers de personnes. Plutôt que de démontrer le potentiel imminent d'un mouvement de masse radical, le référendum a montré ce que de petits groupes de militants dévoués et bien organisés peuvent accomplir.

Dernière marche avant la sortie

Die Linke a passé une décennie à se positionner comme la conscience sociale de la politique allemande. Ce faisant, le parti a rassemblé une fragile coalition interclassiste d'électeurs préoccupés par un large éventail de questions sociales. Dans le même temps, il a vu son ancrage parmi les huit millions de travailleurs à bas salaire s'effriter, de même que le vote autrefois puissant de son noyau électoral dans les Länder de l'Est. Maintenant que cette coalition s'est effondrée et que les électeurs de centre-gauche se tournent vers les Verts et le SPD, Die Linke a quatre ans pour se réinventer – ou prendre le risque de disparaître définitivement du paysage politique.

Les relations toxiques entre Wagenknecht et le reste du parti rendent une scission probable. Un tel dénouement pourrait s'avérer fatal, compte tenu de l'ampleur de la popularité de l'ex-présidente du groupe parlementaire et de la pénurie de figures charismatiques au sein de la direction de Die Linke, mais cela mettrait au moins fin aux querelles constantes et signifierait que la nouvelle direction ne pourrait s'en prendre qu'à

~~elle-même si le redressement ne se matérialise pas. Mais en quoi pourrait consister un tel revirement ?~~

L'espace pour un parti de gauche radicale en Allemagne existe certainement, et il est probable qu'il se développera à mesure que les effets économiques à long terme de la pandémie se feront sentir. Si la prochaine coalition – probablement un pacte entre le centre-gauche et le FDP néolibéral – ne parvient pas à tenir les promesses de campagne du SPD et des Verts, Die Linke aura de quoi exprimer une opposition forte au Parlement et dans la rue. Le problème de Die Linke n'a jamais été qu'il avait tort sur ses thématiques, mais plutôt qu'il n'a pas réussi à les communiquer de manière efficace et a eu du mal à définir son public.

Pourtant, le public existe bel et bien. L'Allemagne est un pays riche, mais il y a encore des millions de personnes qui vivent autour du seuil de pauvreté, ou en dessous, qui ont du mal à joindre les deux bouts et qui n'ont personne pour représenter leurs intérêts dans la sphère publique. L'Allemagne possède également certains des syndicats les plus puissants d'Europe et a été témoin d'une augmentation significative des conflits du travail dans plusieurs secteurs, comme la grève actuelle des travailleurs des hôpitaux de Berlin. Vivant à l'Est ou à l'Ouest, noirs ou blancs, gays ou hétéros – ce sont ces personnes qui peuvent fournir les bases d'un parti socialiste fort et durable.

Soutenir les mouvements sociaux et attirer de jeunes militant.e.s idéalistes restera sans aucun doute un élément important de la construction d'un tel parti. Mais, pour rayonner au-delà des milieux urbains qui ont été son dernier bastion ces derniers mois, il devra abandonner l'idée que des « mouvements » nébuleux sont l'avenir, et revenir au type de message populiste et anti-establishment qui lui a apporté le succès il y a dix ans. Les électeurs ne veulent ni n'ont besoin d'une version légèrement plus progressiste du SPD ou des Verts. C'est, plus que toute autre chose, la conclusion à tirer des élections du mois dernier.

Si Die Linke parvient à se ressaisir et à fonctionner comme une opposition efficace dans les années à venir, elle pourrait récupérer les millions d'électeurs qu'il a perdus depuis 2009. Cela lui permettrait de commencer à reconstruire le parti et à élaborer une stratégie pour rejoindre le gouvernement en position de force plutôt que de faiblesse. Jusqu'à ce qu'il le fasse, il ne servira à rien d'autre qu'à envoyer un signal d'alarme – celui d'une expérience ratée de plus dans la recomposition de la gauche européenne.

*

Traduit de l'anglais par Stathis Kouvélakis.

La version originale est parue dans [Jacobin](#) le 10 octobre 2021.

Illustration : Eugène Boudin, Bateaux échoués à marées basses, 1895, Musée des Beaux-Arts de la ville de Paris, [wikimedia commons](#).